Communiqué de presse

040 / 26

Montreuil, le 12 mai 2026

Clinique Marzet et Navarre de Pau : non aux 161 licenciements !

Les salarié·e·s de cette clinique ont appris lors du CSE du 7 mai le plan de licenciements, qui fait suite à la mise en redressement judiciaire en avril.

La direction, propriétaire depuis 5 ans, met en avant un déficit de 2,7 millions d'euros ainsi que des dettes fournisseurs, loyers et URSSAF, pour un total annoncé de 20 millions d'euros. Depuis des années, les élu·e·s alertent pourtant la direction. Cette clinique fait partie du Groupe Bordeaux Nord, GBNA, qui possède une douzaine d'établissements et avait acheté la clinique de Pau en 2020.

Les salarié·e·s ne sont pas des kleenex. Voilà comment sont traité·e·s les «*essentiel·le·s*», applaudi·e·s pendant la période Covid, et que l'on voudrait aujourd'hui sacrifier au nom de la rentabilité.

Derrière ces chiffres, il y a des salarié·e·s majoritairement des femmes, solos avec leurs enfants, avec des conséquences lourdes pour leurs conditions de vie.

La direction annonce l'ouverture de négociations autour du Plan de Sauvegarde de l'Emploi, mais pour négocier quoi ?
Il faut maintenir tous les emplois.

Les activités jugées non rentables sont directement visées : Oncologie, Maternité, Rééducation, Urgences.

En 2025, environ 900 accouchements ont eu lieu à la clinique, et près de 600 seraient déjà prévus en 2026.

La clinique de Pau représente une part importante de l'offre de soins dans les Pyrénées-Atlantiques. L'hôpital public, déjà sous tension, ne pourra pas tout absorber. La fermeture de ces services sera une catastrophe sociale et sanitaire.

Depuis des années, les politiques de santé fragilisent l'hôpital public comme les établissements privés.
Les financements sont insuffisants, les conditions de travail se dégradent et les salarié·e·s subissent toujours plus de pression.

Les groupes privés de santé ont profité pendant des années de l'argent public, de subventions diverses et leurs actionnaires accumulent les bénéfices. Aujourd'hui, ils doivent rendre des comptes.

Ce n'est pas aux salarié·e·s de perdre leur emploi.
Ce n'est pas aux patient·e·s de perdre leurs services de soins.
Ce n'est pas à la population de payer la dette.

Nous exigeons :

- Le maintien de tous les emplois,
- Le maintien des activités de soins,
- La transparence sur la situation économique du Groupe,
- Une santé au service de la population.

Ensemble, salarié·e·s, élu·e·s, organisations syndicales, usager·ère·s, faisons entendre une exigence simple : pas de licenciements, pas de fermeture de services !

La santé doit passer avant la rentabilité.

Fédération de la Santé et de l'Action Sociale
Responsable Communication - Jérémi Prigent : 06 51 86 19 97 / Case 538 - 263 rue de Paris - 93515 Montreuil CEDEX